

## COOPÉRATION

### GUINÉE - UE

#### Partenaires de l'UE

- Ministère de l'Economie et des Finances
- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
- Organisations de la Société civile

#### Faits et chiffres

Contribution de l'UE:  
6 Million d'Euros

#### Résultats concrets

- Réalisation d'une cartographie des OSC
- Mise en place d'une équipe d'assistance technique de 3 experts
- Lancement des appels à proposition pour financer des OSC à hauteur de 1.8M €
- Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile par des formations
- Tenue d'Ateliers de capitalisation sur la Gouvernance



\*Délégation de l'Union européenne  
en République de Guinée  
Tél: (+224) 622 35 20 71 - 631 40  
48 70 71 - 664 35 20 70  
[delegation-guinee-conakry@eeas.europa.eu](mailto:delegation-guinee-conakry@eeas.europa.eu)  
Immeuble Le Golfe, Lanséboundji  
BP:730 - Conakry  
<http://eeas.europa.eu/delegations/guinea>  
<https://www.facebook.com/DelegationDeLUnionEuropeenneEnGuinee>

## APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE

### Contribuer à l'émergence d'une société civile forte, actrice de développement et garante de redevabilité des gouvernants

*Appuyer une meilleure participation de la société civile dans l'espace public guinéen et en particulier ses efforts en matière de consolidation de l'Etat de droit, de gouvernance, de promotion des principes démocratiques et de respect des droits de l'homme.*



#### Le contexte, les enjeux

Depuis son indépendance, la République de Guinée est confrontée à des problèmes de gouvernance liés à une instabilité politique récurrente. Le fonctionnement des Administrations publiques et des institutions de l'Etat a été caractérisé par une dégradation marquée au cours de ces deux dernières décennies. Ces difficultés ont mis à mal la cohésion sociale, créant un obstacle à la participation des acteurs de la démocratie dont ceux de la société civile.

Malgré la présence de la société civile sur l'échiquier social, la contribution de cette dernière à l'émergence d'une société démocratique qui leur accorderait une place à côté des pouvoirs publics et des autres acteurs faisait défaut. Dans ce contexte, l'UE a décidé de mettre en place le Programme d'Appui à la Société Civile (PASOC) pour permettre aux acteurs de la société civile d'œuvrer pour la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit en Guinée.

#### La réponse de l'Union européenne

Le PASOC fait suite au Programme d'Appui aux Initiatives de la Société Civile pour des Capacités Humaines Accrues (AISCHA) financé sur les ressources du 9<sup>ème</sup> FED et qui a pris fin en février 2012 en tant que programme pilote.

A travers les ressources du 10<sup>ème</sup> FED, le PASOC contribue à appuyer une meilleure participation de la société civile dans l'espace public guinéen et en particulier ses efforts en matière de consolidation de l'Etat de droit, de gouvernance, de promotion des principes démocratiques et de respect des droits de l'homme.

De façon spécifique, le PASOC appuie le processus de repositionnement de la société civile guinéenne à travers le renforcement de ses capacités pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'acteur de développement et d'interlocuteur politique, en particulier en matière de gouvernance.

Le Programme vise principalement dans sa mise en œuvre à :

- ▶ Actualiser et analyser la typologie des organisations de la société civile (OSC) guinéennes, leurs enjeux et besoins;
- ▶ Renforcer les compétences des OSC intervenant dans le domaine de la gouvernance;
- ▶ Mobiliser les compétences des OSC pour participer pleinement au développement local, en particulier à travers des actions de gouvernance;
- ▶ Améliorer la concertation et le dialogue entre les OSC elles-mêmes et entre les OSC, les services étatiques et les acteurs du développement.